

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 78 - VENDREDI 10 SEPTEMBRE 2010

LE MERLE MOQUEUR

Quand les primaires deviennent secondaires, le gauchiste rit jaune (proverbe chinois).

AGENDA MILITANT

→ **10-12 septembre**
Fête de l'Humanité [Stand de la FASE](#)

→ **13 septembre**
Mulhouse [Solidarité militants BDS](#)

→ **16 septembre**
Tours [Halte à la censure !](#)
[relaxe des 4 de Tours](#)

→ **24 septembre**
Grasse/Aix-en-Provence [Justice](#)
[pour Hakim Ajimi](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Vive la retraite**
[Le Pavé dans la mare de l'intox !](#)

→ **Colloque**
[Faire et écrire l'Histoire : Féminisme et](#)
[luttres de classes de 1970 à nos jours](#)

→ **A lire**
A. Rivera [Les dérives de l'universalisme](#)

L'après sarkozy

Le pouvoir de Sarkozy est-il finissant ? Au plus bas dans les sondages, affaibli par l'affaire Bettencourt / Woerth, le Président de la République est en difficulté, sa politique est contestée, des voix discordantes au sein même de l'UMP se font entendre contre les récentes annonces ultra sécuritaires. Les citoyens se mobilisent contre une politique dangereuse au relent pétainiste, samedi dernier, la France progressiste était dans la rue dans plus de 100 cortèges pour la défense des libertés contre la xénophobie. Un remaniement ministériel se concocte afin de tenter de redonner du souffle à un pouvoir qui semble ne plus en avoir.

La réforme régressive du système des retraites annoncée comme inéluctable n'a pas l'assentiment de la majorité de nos concitoyens et ce malgré un incessant pilonnage idéologique, mardi nous étions des millions dans les rues ... Mais cela suffira-t-il, pour l'emporter et marquer une victoire aussi nette que celle remportée sur le CPE du temps de De Villepin ?

Tout cela suffira-t-il pour que la gauche remporte une victoire décisive ? Il ne suffira pas de chasser l'hôte de l'Elysée en 2012, il faut aussi réussir l'après Sarkozy. N'est-ce pas cela la tâche de l'heure ? Nous savons qu'il y a deux façons de perdre une élection ; arithmétiquement, c'est-à-dire par absence de majorité, et aussi politiquement, et là les conséquences sont encore plus lourdes, à savoir obtenir une majorité et ne pas répondre aux exigences de notre peuple en choisissant l'illusion d'un aménagement du capitalisme.

C'est bien de l'après Sarkozy qu'il est urgent de discuter, du haut niveau des réformes à accomplir, du nécessaire rassemblement majoritaire qui suppose l'implication citoyenne de bout en bout, sans laquelle rien n'est possible.

Unitaires, constructifs, nous sommes déterminés à participer à toutes les expériences unitaires audacieuses. Prêts à débattre avec toute la gauche, c'est dans cet état d'esprit que nous avons demandé, avec la FASE, aux dirigeants des organisations du Front de gauche, à participer à tous les débats qui se dérouleront sur l'avenir de ce rassemblement, qui, selon nous, doit franchir une nouvelle étape qualitative.

Une ambition nous guide, celle que la politique sorte des sentiers battus et ouvre de nouveaux possibles, c'est le sens profond de notre engagement communiste.

● **BERNARD CALABUIG**

Assemblée générale des Communistes unitaires

Vendredi 15 octobre (19 h - 22 h)

Samedi 16 octobre (10 h - 18 h) à Saint-Ouen

42 avenue Gabriel Péri - Métro Garibaldi ou Mairie de Saint-Ouen (ligne 13).

Un appel à participer a été lancé.

Lire sur le site sur : www.communistesunitaires.net

Neuf idées neuves

ÇA CHATOUILLE

ET ÇA GRATUILLE

Le désir d'alternative se fait de nouveau entendre, bruyamment. Cerises a repéré quelques idées inattendues, dérangeantes parfois, qui émergent, se discutent, se défendent. Petite sélection qui dessine aussi une carte des manques.

FERMER LA BOURSE

Les idéologues libéraux, qui ont l'amnésie intéressée, voudraient faire oublier cette période du fordisme dans laquelle la finance a été cadenassée, la Bourse inexistante... et la croissance étincelante. Or, que je sache, le fordisme, ça n'était pas le Gosplan ni les soviets mais bien le capitalisme. Dans la logique même des entreprises d'aujourd'hui, la Bourse est une aberration :

- 1) les entreprises vont moins s'approvisionner en capital à la Bourse qu'elles n'y vont s'en faire dépouiller ;
- 2) la contrainte actionnariale censure une part de plus en plus importante de l'investissement en écartant les projets jugés insuffisamment rentables, par conséquent la Bourse est un frein au développement économique ;
- 3) les entreprises sont soumises par l'actionnaire à des contraintes de gestion incompatibles avec la conduite de moyen-long terme de projets industriels.

● **Frederic Lordon dans *Marianne***

http://www.marianne2.fr/Frederic-Lordon-il-faut-fermer-la-Bourse_a189692.html

DÉPÉNALISER LA CONSOMMATION DE TOUTES LES DROGUES

Cela fait plus de vingt ans que les spécialistes réunis dans la Commission fédérale pour les problèmes liés aux drogues (CFPD) (*Suisse, NDLR*) recommandent de renoncer à punir la consommation de produits quels qu'ils soient. Divisés au début, les praticiens sont désormais quasiment unanimes. « Le mandat était de réfléchir à un concept de lutte contre les dépendances qui comprenne, outre les drogues illégales, le tabac et l'alcool, des comportements addictifs comme la cyberdépendance et le jeu compulsif ». « Nous estimons qu'il faut substituer à l'interdiction de certains produits une approche plus intégrée, organisée autour du principe de réglementation. »

http://m.letemps.ch/Page/Uuid/f0566d38-9e75-11df-848d-6a68c400dea8/Les_experts_persistent_il_faut_d%C3%A9p%C3%A9naliser_toutes_les_drogues

Les spécialistes suisses sont rejoints par la conférence de l'ONU contre le Sida qui, en juillet, a déclaré « La criminalisation des utilisateurs de drogues illicites alimente l'épidémie de VIH et a eu des retombées essentiellement négatives sur la santé et la société.

Nous avons besoin d'une réorientation complète des politiques ».

<http://www.ladeclarationdevienne.com/la-deacutecclaration.html>

RELANCER LA DÉMOCRATIE

« Nous proposons des réformes à potentialités révolutionnaires. Si on interdit le cumul des mandats et qu'on n'a pas le droit à plus de deux mandats consécutifs, immédiatement la classe politique s'ouvrira aux femmes et à la diversité sociale. Voilà un exemple de mesure radicale pour éviter que les lois soient faites par et pour les dominants... On propose également la suppression du cumul des mandats dans les conseils d'administration des sociétés, ce qui freinerait le fonctionnement oligarchique »

● **Les Pinçon-Charlot dans *Regards* n°2 - septembre 2010**

Cerises est édité

par les Communistes unitaires

contact.cerises@gmail.com

Noyau : Gilles Alfonsi

Queues de Cerises : Michèle Kiintz,

Roger Martelli, Philippe Stierlin,

Catherine Tricot, Arnaud Viviant.



Faites passer les Cerises !
Invitez vos collègues, vos amis
et toute la famille à recevoir
Cerises en écrivant aux griottes.
contact.cerises@gmail.com

ASSURER LA LIBERTÉ DE CIRCULATION

1) La liberté de circulation, un impératif éthique

La militarisation progressive des frontières extérieures de l'Union européenne et des moyens utilisés pour lutter contre « l'immigration-clandestine-et-la-traite-des-êtres-humains » ne semble devoir connaître aucune limite. (...) Face à cette guerre de basse intensité faite aux migrants et à la négation généralisée de leurs droits fondamentaux, la liberté de circulation est la seule revendication à même de rompre avec cette logique, et d'offrir une protection aux exilés qui fuient des persécutions.

2) Une liberté d'installation garante des droits sociaux de tous

(...) Sans cette reconnaissance d'un droit à une installation durable, les étrangers continueront inexora-

blement à être la cible de politiques visant à les mettre en concurrence avec des salariés dont les droits sont présentés comme coûteux, sinon illégitimes. Pour échapper à cet engrenage, il faut réclamer qu'au minimum tous les étrangers présents sur le territoire de l'Union européenne voient leur statut aligné sur celui des résidents communautaires.

(...) La reconnaissance de ces libertés doit aller de pair avec le renforcement de l'État social, aujourd'hui fragilisé par une série de dispositifs libéraux dont fait partie l'ouverture contrôlée des frontières liée aux seuls besoins des économies du Nord et faisant fi des droits des migrants du Sud.

● Le Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés - Gisti

<http://www.gisti.org/spip.php?article721>

RÉFORMER LA FAMILLE

- Assurer la non-discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre pour les personnes célibataires souhaitant adopter un enfant ;
- Faciliter les procédures de partage de l'autorité parentale ;
- Ouvrir la possibilité d'adopter aux couples non mariés ;
- Assurer l'égalité d'accès aux procédures de procréation médicalement assistée.

<http://www.inter-lgbt.org/spip.php?article438>

DÉFENDRE UN INTERNET LIBRE ET GRATUIT

Pendant des mois, le *Parti Pirate* a travaillé sur la première ébauche de la *Déclaration des Droits de l'Internaute*. Le texte vise à garantir les libertés et droits des internautes :

Article 0 : **L'accès à Internet est un droit inaliénable.**

Article 1 : **Internet est un réseau ouvert, neutre et décentralisé.**

Article 2 : **Nul ne peut être arbitrairement privé de l'accès à Internet.**

Article 3 : **Internet est un espace universel ouvert à tous, et nulle entité ne peut se l'approprier dans sa globalité.**

Article 4 : **Chaque individu a droit au respect de sa vie privée.**

Article 5 : **Chaque individu a droit à l'anonymat.**

Article 6 : **Nul ne peut imposer l'usage ni la possession d'une technologie numérique particulière, tant pour le matériel que pour les logiciels.**

Article 7 : **Internet est un bien commun.**

Article 8 : **La garantie des droits de l'internaute est assurée par l'autorité publique.**

REDÉFINIR LE DROIT D'AUTEUR

Le droit d'auteur doit être redéfini pour revenir à son but originel : un équilibre entre, d'une part, la reconnaissance des auteurs et artistes (aujourd'hui trop souvent supplantés par les intérêts des intermédiaires), et l'intérêt du public. La circulation des savoirs techniques et scientifiques doit aussi être encouragée et libérée, ne serait-ce que par solidarité à l'égard des régions déshéritées du monde.

<http://www.partipirate.org/faq/>

DÉCRÉTER LE DÉSARMEMENT UNILATÉRAL DE LA FRANCE

« **Article 1** : Toute fabrication et toute exportation d'armements sont interdites sur l'étendue du territoire national. De telles productions sont interdites de transit en France. **Article 2** : Les usines, les arsenaux et les établissements divers travaillant pour les armées, et éventuellement pour la guerre, sont reconverties en vue d'intérêts civils. **Article 3** : La France autorise tout contrôle international permettant de constater la mise en application de la présente loi. **Article 4** : La France procède à la destruction ou à la transformation progressive de tous ses armements et engins de guerre, ainsi qu'à la dissolution par étapes de toutes les armées, de terre, de mer, de l'air. **Article 5** : Le gouvernement français est chargé de l'application de la présente loi : il présente tous les quatre ans au Parlement une loi de programmation engageant le processus de désarmement et de reconversion, jusqu'à son aboutissement, tel que défini à l'article précédent. **Article 6** : Le gouvernement français est chargé d'entamer le processus de fédération avec tous les autres gouvernements qui adopteraient une loi similaire. » Proposition de loi déposée en 1993 notamment par Franck Sérusclat, sénateur socialiste avec le soutien d'artistes et d'intellectuels.

MOINS DE PRISON !

Constatant à la fois l'atteinte à la dignité de la personne que constitue la peine d'emprisonnement et l'échec de son objectif de réinsertion, l'Observatoire international des prisons (OIP) milite en faveur de la diminution du nombre de personnes détenues, la limitation du recours à l'incarcération, la réduction de l'échelle des peines, le développement des alternatives aux poursuites pénales et de substituts aux sanctions privatives de liberté.

● Observatoire international des prisons

<http://www.oip.org>



De la critique

Luc Boltanski
Gallimard
294 p., 19,90 euros.

Dans ce « précis de sociologie de l'émancipation » (intitulé du sous-titre de l'ouvrage), Luc Boltanski s'attache à comparer les deux orientations de la sociologie en France depuis quarante ans : la sociologie critique, qui doit beaucoup à Pierre Bourdieu, et la sociologie pragmatique de la critique, que l'auteur a fortement contribué à forger dans les années 80 et 90. Dans la première, écrit-il, « la description en termes de rapports de forces met l'accent sur la puissance des mécanismes d'oppression, sur la façon dont les opprimés les subissent passivement, allant, dans leur aliénation, jusqu'à adopter les valeurs, intériorisées sous la forme d'idéologies, qui les asservissent ». La sociologie pragmatique, elle, « décrit les actions d'hommes révoltés mais doués de raison, porte l'accent sur leur capacité, dans certaines conditions historiques, à se lever contre leur domination, à forger des interprétations nouvelles de la réalité au service d'une activité critique ». Boltanski esquisse un dépassement du clivage entre les deux approches, ce qui le conduit à revisiter des concepts centraux en sociologie : critique, réalité sociale, institution... L'auteur plaide notamment pour une nouvelle élaboration du concept de domination, qu'il considère comme « trop vague » et « trop puissant » (curieux jugement), et auquel il reproche surtout d'être - disons - excessivement abstrait. Il fournit moins une réponse qu'une riche série de pistes à défricher. En conclusion, Luc Boltanski évoque l'enjeu central de « l'abandon total » ou de la « profonde transformation » de l'Etat, soulignant que « le capitalisme a toujours eu partie liée avec l'Etat » et voulant espérer que « la perte de confiance dans l'Etat aurait au moins pour vertu de mettre le capitalisme à nu ». Ainsi, l'objectif du mouvement à développer est de substituer à l'Etat des « formes moins violentes d'utilisation des ressources terrestres » et des « façons d'agencer les relations entre les êtres humains qui ne seraient plus de l'ordre de l'exploitation », mouvement qui « pourrait peut-être alors rendre au mot de communisme - devenu presque imprononçable - une orientation émancipatrice que lui ont fait perdre des décennies de capitalisme d'Etat et de violence totalitaire ». Ce livre vaut d'être lu, critiqué, travaillé.

● GILLES ALFONSI



Au stand de la Fédération

Les débats

Samedi, 15 h

Mesures sécuritaires et politique de la peur

Avec : **Jean-pierre Martin** ou **Claude Louzoun**, Appel contre les soins sécuritaires : « Mais c'est un homme » ; militants du **Groupe information asiles (GIA)**, militants du **Forum Social des Quartiers Populaires (FSQP)**, un membre du **GISTI**, **Joëlle BORDET**, sociologue, **Évelyne Sire-Marin**, magistrat et ancienne présidente du Syndicat de la magistrature, **Hélène Franco**, Parti de gauche.

Samedi, 17h

Territoires et émancipation : radicalité et gestion ?

Avec : **Patrick Jarry**, Maire de Nanterre, Conseiller général des Hauts-de-Seine, **Jacques Perreux**, Conseiller régional Europe Ecologie, Vice-Président du Conseil général du Val-de-Marne, **Dominique Attia**, Conseillère municipale de Montreuil, FASE, **Patrick Braouezec**, Député, Président de Plaine Commune, FASE, **Zahra Boudjemai**, Maire adjointe de Nanterre, groupe « Communistes et d'initiative Citoyenne », **Patrick Appéré**, Maire adjoint, groupe « Brest nouvelle citoyenneté », **Jacqueline Rouillon**, Maire de Saint Ouen. Animé par **Gérard Perreau-Bezouille**, Gauche Citoyenne.

Dimanche, 14 h 30

Face à la crise de la démocratie actuelle, comment inventer les nouvelles formes politiques du combat pour l'émancipation ?

Avec : **Clémentine Autain**, directrice de la rédaction de *Regards*, FASE, **Leila Chaibi**, L'Appel et la pioche, **Jacqueline Fraysse**, Députée, FASE, **Sylvie Larue**, Communistes unitaires, FASE, **Claire Villiers**, Alternative citoyenne, FASE, une représentante des Alternatifs, FASE.

Dimanche, 17 h

Palestine : besoin de solidarité, quels engagements ?

Avec : **Alima Boumédiène-Thierry**, Sénatrice, Les Verts, **Serge Grossvak**, Union Juive Française pour la Paix, Collectif Palestine 95, **Omar Slaouti**, NPA, Collectif Palestine 95, **Tarek BEN HIBA**, FASE.

Musique

Vendredi à partir de 19h30

La fanfare Funk **Tarace Boulba**

Le blues des villes modernes, le rock psyché de **Mahagonny**

La chanson sociale, politique, engagée de **La Rabia**

Samedi à partir de 19h30

Le slam, hip hop de **Yas& the Lightmotiv**

Le grand Mix des **Bolcheviks Anonymes**

Le rock indie des **Quixotte**

**LE STAND DE LA FÉDÉRATION
AVENUE LUCIEN SAMPAIX**